



Commission Economique pour l'Afrique
Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale
CEA/BSR-AC

Echos d'Afrique Centrale

N° 27 - Octobre 2012 ■ www.new.uneca.org



Bétail, viande, poisson

- comment mieux les vendre en Afrique centrale

- A continent on the move
- Lu pour vous – REA 2012
- New faces at ECA/SRO-CA

SOMMAIRE



3 Edito

4 - 6 - A continent on the move

7 - 9 - Commerce du bétail

10 - 11 - Lu pour vous

9 - New face of ECA/SRO-CA



Animal husbandry in Congo

Publisher

Emile S. AHOHE

Editor in chef

Abel AKARA TICHA

Contributors

Aboubacry Demba LOM,
Amy TOURE,

Bertrand TACHAGO,
Fatoumata SY BA

Ghitu – I – MUNDUNGE

Isidore KAHOUI

Joseph BARICAKO

Laurent D'ARONCO GIUSSEPE,

Lot TCHEEKO,

Mamadou BAL,

Tidjani CHETIMA,

Wilondja Claude Kapilukwa

ZHIYUAN QIAN

Proofreaders

Delphine FOGANG, Lucie MAFFO, Sylvie NGUIFFO



Contacts

B.P. 14935 Yaoundé - Cameroun

Tél: +237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56

Fax: +237 22 23 31 85

Web: new.uneca.org/sro-ca-fr

Email: sroca@uneca.org



Emile S. Ahohe

Dans la sous-région Afrique Centrale, les échanges de bétails et autres produits de l'élevage se multiplient de plus en plus. Alors que ce secteur devrait constituer le socle d'une politique de développement pour la plupart des pays de la sous-région et offrir de larges possibilités d'investissements, le potentiel de ce secteur n'est que très partiellement exploité en raison du manque d'informations sur les échanges commerciaux. Le développement de ces échanges fait face à de nombreuses contraintes, parmi lesquelles l'insuffisance des statistiques aussi bien au niveau national que sous-régional. ..

Fort de ce constat, la Commission Économique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVIRHA) – organisme spécialisé de la CEMAC basé au Tchad et chargé du développement des secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture des États membres (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Tchad) – a sollicité un appui du Bureau Sous-régional Afrique Centrale (BSR-AC) pour la mise en place d'un système d'information sur

L'intégration sous-régionale passe aussi **par un système d'information fiable sur le commerce du bétail et du poisson**

le commerce du bétail, de la viande et du poisson.

L'existence d'un tel dispositif au niveau sous-régional revêt un caractère primordial dans la mesure où il peut contribuer à l'élaboration des stratégies et à la mise en œuvre des mécanismes de facilitation et de promotion du commerce intra-régional du bétail, de la viande et du poisson. Ce dispositif devrait aussi aider à la formulation

région à s'engager pour promouvoir le commerce du bétail, de la viande et du poisson en renforçant les capacités de cadres dudit secteur et en donnant l'appui nécessaire aux structures concernées de leurs pays respectifs pour la réalisation de ce système. Ces efforts contribueront à la collecte des revenus importants pour le développement de la sous-région.

“ Ce secteur devrait constituer le socle d'une politique de développement pour les pays de la sous-région et offrir de larges possibilités d'investissements. ”

de politiques pour la promotion, la transformation et la valorisation des produits animaux, pour une meilleure diversification de l'économie et une amélioration de la sécurité alimentaire au niveau de la sous-région.

C'est pour ces raisons que Echos d'Afrique Centrale se joint aux principaux acteurs dans ces secteurs pour mettre en exergue l'urgence pour les pays de la sous-

A continent on the move

“There is very little flow of goods and services [and movement of people] within Central Africa. If you have to go to Gabon from Cameroon, for instance, you still require a visa and yet we all belong to the same economic zone [CEMAC] where theoretically there is supposed to be free movement of goods, services and people. But in practice that is not the case.” These words by Prof Fondo Sikod of the University of Yaounde II, in Soa, Cameroon, capture the general tone of gloom that characterizes testimonies given by stakeholders of intra-regional trade in Central Africa, in a compelling new documentary titled *A Continent on the Move*, produced for ECA by Camerapix/A24 Media.

To put things in a historical perspective, Mr Libata Eustache, a civil engineer working for Congo’s Ministry of Transport says one of the biggest hindrances to sub-regional trade in Central Africa is the lack of meaningful improvement on the skimpy infrastructure inherited from colonial powers. “The colonialists simply erected the minimum infrastructure needed to ship away raw materials, and unfortunately, due to financial, organizational and human resource constraints, our countries have remained in that situation,” he regrets.

“Intra- regional trade will benefit the whole of Central Africa because of the issue of comparative advantage” - Prof Sikod



But Prof Sikod asserts that coming from this historical situation does not mean the sub-region shouldn’t move forward. “We have to liberate ourselves from that, to look in terms of what we can do for ourselves, what other African countries need that we produce, and so on. And until we get to that stage, intra-African trade would still be a lot more of a myth.”

Fortunately, small-scale and intermediate scale entrepreneurs in the region are braving the odds to effect the kind of cross border trade movements that stems from a relative comparative advantage. Rose, a Gabonese entrepreneur, imports plantains from Cameroon on a regular basis. “We have suppliers in Cameroon, hence we effect our payments through money wiring services from Libreville,” she says. “It’s true that Gabon produces plantains but the quantity is insufficient. We ship more than 20 trucks of plantains from Cameroon into Gabon, on a weekly basis. They say if you can think it, you can do it, and women are making this happen.”

The positive posture of this cross-border plantain trader, should not, however, veil the recurrent complaints of corrupt practices at the borders in the sub-region that hinder the flourishing trade. But Colonel Pesonko Peterson of the National Gendarmerie in Cameroon thinks that as much as no one can deny the fact that there is corruption at the borders, stakeholders cannot blame it on the forces of law and order. “Corruption along our trade corridors is promoted by entrepreneurs who generally flout the rules,” he intimates. “When they do not have the right documents, they use money as their passport.”

To address such malpractices, the Director of the Regional Integration and Trade Division at



<http://www.youtube.com/user/uneca>

ECA, Mr. Stephen Karingi, states that “governance is very important at the lowest and at the highest level if it is something that is going to help us move forward in the area of trade.”

And his reasoning is finally picked up by Prof Sikod who thinks that in the long run, intra-sub regional trade will benefit the whole of Central Africa because of the issue of comparative advantage. “And even when you do not have enough trained people,” he posits, “it [the removal of trade barriers] would give an opportunity for people to get training, while as goods and services come in, it would allow for people’s levels of consumption to go up. So there are enormous advantages [to Central Africa’s integration].”

Un continent en marche



Video

«Il ya très peu de circulation des biens et services [et des gens] en Afrique centrale. Si vous devez vous rendre au Gabon en provenance du Cameroun, par exemple, vous avez besoin d'un visa, et pourtant nous appartenons tous à la même zone économique [la CEMAC] qui est théoriquement censée avoir la libre circulation des biens, des services et des personnes. Mais dans la pratique, ce n'est pas le cas. » Ces mots du Professeur Fondo Sikod de l'Université de Yaoundé II, à Soa, au Cameroun, représentent le ton général de désapprobation qui caractérise des témoignages que donnent les intervenants sur la question du commerce intra-régional en Afrique centrale, dans un documentaire intéressant, intitulé *A Continent on the Move* (Un Continent en Marche), réalisé par Camerapix/A24 Media pour la CEA.

Mais c'est d'abord M. Libata Eustache, Ingénieur Civil au Ministère de Transport du Congo qui met les choses dans leur contexte historique. « Les puissances coloniales, dit-il, ont tout juste mis

les minimum des infrastructures [en Afrique centrale] pour permettre l'évacuation des produits de base, c'est-à-dire les produits minéraux et agricoles. Au début des années 60, des pays accèdent à l'indépendance. Mais malheureusement, pour des contraintes d'ordre financier, organisationnel et de ressources humaines, nous sommes restés à la même situation / position. Pendant les premières décennies suivant l'indépendance, la conception des infrastructures n'a pas variée. »

Mais c'est cette tendance d'être bloqué par l'histoire que le Professeur Sikod rejette. « Nous devons nous libérer de cela, en regardant en termes de ce que nous pouvons faire pour nous-mêmes, en commençant par l'échange de ce que d'autres pays africains ont besoin et que l'on produit, et ainsi de suite. Et jusqu'à ce que nous arrivions à ce stade, le commerce intra-africain serait encore un grand mythe. »

Heureusement, les petits et moyens entrepreneurs font face à des difficultés qui minent les échanges commerciaux entre les pays de la sous-région. Rose, une citoyenne gabonaise, importe régulièrement des bananes plantain du Cameroun. « Nous avons des fournisseurs ici [au Cameroun], donc depuis Libreville, nous transférons de l'argent par Express Union, dit-elle. C'est vrai qu'il y a de la banane au Gabon mais c'est insuffisant. Ici, nous exportons plus de 20 camions par semaine. On dit que vouloir c'est pouvoir. Les femmes le veulent, et elles le font. »

L'attitude positive de cette exportatrice du plantain ne doit pas cependant cacher les plaintes récurrentes sur des pratiques de corruption qui perturbent le commerce transfrontalier dans la sous-région. Selon le Colonel Pesonko Peterson, de la Gendarme-

rie Nationale du Cameroun « il y a des problèmes de corruption le long des routes. Mais ce n'est pas seulement le fait des forces de la police, ajoute-il. C'est le fait des usagers qui trichent généralement. Quand ils ne sont pas en règle, ils se servent de l'argent comme laissez-passez. »

Pour faire face à de tels abus, estime le Directeur de la Division de l'Intégration Régionale et du Commerce de la CEA M. Stephen Karingi, les Etats africains doivent faire recours à la gouvernance. Car, dit-il, « pour aller de l'avant dans le domaine du commerce, on doit instaurer la bonne gouvernance du plus bas au plus haut niveau. »

Et son raisonnement est finalement repris par le Professeur Sikod qui pense que dans le long terme, tous les pays de l'Afrique centrale tirent bénéfice du commerce sous régional en raison de l'avantage comparatif.

« Et même si vous ne disposez pas suffisamment des personnes formées », propose-t-il, « la suppression des barrières commerciales donnerait l'occasion aux gens de suivre une formation, tandis que quand il y a un échange important des biens et services, cela hausserait la consommation. Donc, il ya d'énormes avantages liés à l'intégration de l'Afrique centrale. »



« Il y a des questions de corruption le long des routes » -
le Colonel Pesonko Peterson

General Snippets from "A continent on the move"

Yaya Yedan – Conseil Burkinabé des Chargeurs au Ghana

« La CEDEAO doit s'assurer qu'il ya une réelle coopération entre les pays sans littoral et les pays ayant accès à la mer, quand il s'agit de l'expédition des marchandises à travers ces pays qui disposent des ports. La réglementation est bonne mais sa mise en application effective sur le terrain n'est pas surveillée. Aux ports, par exemple, il ya des retards, de la complexité de procédure et le problème des coûts qui changent sans préavis. »



Patrick, commerçant d'automobiles, Cotonou - Bénin

« La raison pour laquelle les gens viennent au Bénin pour acheter les voitures d'occasion en provenance d'Europe et d'ailleurs, c'est parce qu'il est facile de dédouaner une voiture du port de Cotonou. Si vous achetez une voiture aujourd'hui, vous pouvez la faire sortir demain. Mais ailleurs, par exemple au Nigeria, il faut beaucoup plus de temps pour ces procédures. »



Korinko – Herbal medicine trader (from Tanzania to Rwanda along the Central Corridor)

I live in Arusha (Tanzania) and I'm travelling to Rwanda to sell herbal medicine. When we arrive at the border, we don't pay anything. Our documents are stamped and we proceed. It's the same thing on the Rwandan side. We simply finish our business and return.



Abdoulie Janneh, former UN Under-Secretary General and Executive Secretary of ECA

"We should push the integration agenda. This continent would never reach the levels of growth and development which would uplift our people if we do not get together and create a bigger market. We've made a good start. We've shown commitment, we are putting in place the right policies and eventually, we'll be getting there."



Tewolde GebreMariam, CEO Ethiopian Airlines

The challenges in transporting cargo and passengers are the same. The first is the regulatory framework. There are too many restrictions on flying and traffic rights. We have the Yamoussoukro Declaration which is more than 20 years old but its implementation has been painfully slow. As a result of this, and it is painful to see, African skies are more open to non-African than African carriers. The second challenge is inadequate infrastructure. It has been improving slowly but a lot is expected to meet the demands of the growth and development of the sector. Aviation should be seen as an essential public service and should be encouraged because the economic development of African countries, especially landlocked countries, heavily depends on air transport."



Only 10 percent of trade occurs between African countries ...

... The AU and its member states have committed themselves to a Continental Free Trade Area by 2017.

Building an informational platform to boost trade in livestock and fisheries

There are hopes that CEMAC countries may soon have a viable information system on trade in cattle, meat and fish resources in the near future thanks to studies being finalized by the Sub-regional Institute for Statistics and Applied Economics (ISSEA) with funding from ECA/SRO-CA. Experts in statistics and related disciplines reviewed the first draft of the study, done at the behest of the CEMAC specialized agency known as the Economic Commission on Cattle, Meat and Fish Resources (CEBEVIRHA) last July in the auditorium of ECA/SRO-CA in Yaounde.

The five ISSEA experts who carried out the study have developed an informational model on trade in cattle, meat and fish resources in the sub region based on data to be collected from departments of livestock and fisheries as well as customs departments and national institutes of statistics. The model would run on data to be supplied by designated focal points in each CEMAC member state. Contributors would use communication tools such as the fax and the email, and possibly in combination with an electronic data base with remote access to authorized users.

According to the experts, to set up such an informational model would cost FCFA 258 million . But beside this monetary



The experts scrutinizing the information model proposed by ISSEA

need, the system would only come alive with the training of stakeholders in the sector across CEMAC, consultation, lobbying for the appointment of focal points in each country concerned and total commitment from various national administrative and statistical services.

During the review meeting, experts from various organizations praised the methodical work done by ISSEA but proposed ways of enhancing the recommendations of the study. In this regard, the ISSEA team was asked to incorporate into the final report, a section

on how such an informational platform works elsewhere in the world.

CEBEVIRHA intends to use the recommendations of the study contribute to an overall improvement of the sectoral sharing of information that can ultimately boost Central Africa's integration

Interview avec M. Richard Ndong Motto, Directeur du Commerce, des Etudes Economiques et des Statistiques à la CEBEVIRHA



Echos d'Afrique Centrale : Quelle est l'historique de la création de la CEBEVIRHA ?

Richard NDONG MOTTO : La CEBEVIRHA est issue du département de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales du Secrétariat Général de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC). En effet, le Conseil des Chefs d'Etat réuni en session ordinaire le 18 décembre 1987 à N'DJAMENA, en République du Tchad, soucieux de promouvoir le développement harmonisé de l'élevage et de la pêche, d'améliorer la transformation des produits et d'accroître les échanges commerciaux du bétail, de la viande et des ressources halieutiques dans leurs Etats en vue de satisfaire les besoins accrus des populations en matière d'alimentation en protéines animales, a convenu de la création de la CEBEVIRHA par l'Acte n° 20/87-UDEAC-475 portant adoption de l'accord de création de la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques en UDEAC dont le siège est fixé à N'DJAMENA. Il faut noter que la CEBEVIRHA n'a commencé ses activités qu'en 1991.

EAC : Quelle est la vision et quelles sont les principales missions de la CEBEVIRHA ?

RNM : La mission principale de la CEBEVIRHA est de favoriser le développement harmonisé et équilibré des secteurs de l'élevage et de la pêche des Etats membres

en vue de parvenir à une amélioration aussi rapide que possible du niveau de vie de leurs populations par l'accroissement du disponible en protéines animales. Ses objectifs fondamentaux sont :

- Développer quantitativement et qualitativement les secteurs de l'élevage et de la pêche ;
- Développer et harmoniser les échanges afin d'assurer une fluidité aussi grande que possible de la circulation du bétail, de la viande et des produits halieutiques entre les Etats membres, notamment en réduisant les contrôles administratifs, en simplifiant la fiscalité et en mettant en place une structure des prix adaptés pour encourager la production, la commercialisation et stimuler la consommation ;
- Harmoniser et coordonner les politiques de l'élevage et de la pêche contenues dans les plans de développement des Etats membres, en vue de promouvoir une coordination des programmes de production, de traitement, de transport et de commercialisation de la viande et des produits halieutiques, ainsi que des activités de recherche dans les domaines de la production, de la santé animale, de l'exploitation et de la conservation des ressources halieutiques et du développement de l'aquaculture ;
- Organiser la formation par la création d'établissements ou l'aménagement de ceux existants et le renforcement du personnel nécessaire à la réalisation des objectifs précités.

EAC : Pouvons-nous savoir quelles ont été les réalisations de la CEBEVIRHA au profit de l'Afrique centrale depuis sa création ?

RNM : Permettez-moi de vous citer nos réalisations sous forme de points :

- l'institution du passeport pour le bétail et du Certificat international de transhumance ;
- l'organisation des tables rondes, foires et journées scientifiques sur les échanges commerciaux en CEMAC
- la réalisation d'une étude sur la commercialisation des bovins et de la viande bovine dans la région CEMAC ;
- la réalisation étude sur la lutte contre les trypanosomiasés animales et leurs vecteurs ;
- le développement d'une cartographie des races bovines en zone CEMAC ;
- la réalisation étude sur l'application du code de conduite pour une pêche responsable dans les Etats de la CEMAC ;
- Appui à la mise en place de l'Interprofession Avicole de l'Afrique Centrale (l'IPAC-CEMAC) ;
- la réalisation d'une étude relative au Projet Promotion de la pêche continentale et de

84% du PIB total de la zone CEMAC – CEBEVIRHA

- l'aquaculture en zone CEMAC;
- la réalisation d'une étude relative au Projet Centre communautaire de développement de la pêche dans l'île d'Annobon;
- L'appui donné aux opérateurs économiques dans la reconstitution des étangs piscicoles et l'amélioration de l'alimentation du poisson;
- le renforcement des capacités des femmes en transformation du poisson.

EAC : Quels sont vos défis majeurs ?

RNM : Nos défis majeurs sont les suivants :

- Disposer d'un plan stratégique ;
- Disposer d'un système d'information fiable sur le commerce du bétail, de la viande et du poisson;
- Disposer d'un système d'épidémiologie surveillance efficace ;
- Harmonisation des législations et réglementations du médicament vétérinaire ;
- La surveillance et le contrôle des eaux territoriales ;
- Harmonisation des législations et réglementations en matière de pêche en CEMAC ;
- Mise en œuvre des projets du domaine d'intégration économique en zone CEMAC ;
- Programme de lutte concertée contre les Trypanosomes Animales (TA) et leurs vecteurs en zone CEMAC ;
- Disposer d'un répertoire économique des opérateurs des filières bétail/ viande ;
- Poursuite de la collaboration avec les organismes œuvrant dans le même domaine de compétence.

EAC : Quel est le potentiel économique actuel du secteur du bétail, de la viande et des ressources halieutiques pour les pays de la zone CEMAC ?

RNM : En matière de ressources animales, le cheptel de la CEMAC est estimé en nombre de têtes à plus de 15.000.000 de bovins, 19.600.000 de petits ruminants, 2.300.000 de porcins, 1.257.782 de camelins, 387.105 d'équins, 411.644 d'ânes et 81.300.000 de volailles représentant un patrimoine de plus de 3600 milliards de FCFA et engendrant des revenus de l'ordre de 400 milliards de FCFA par an. L'élevage représente 35% du PIB agricole et 5,84% du PIB total de la zone CEMAC. En outre, l'élevage fournit la force de traction qui permet d'augmenter les surfaces cultivables et par conséquent, celles des productions agricoles susceptibles d'accroître les revenus des agriculteurs. Ainsi, près de 480.000 bovins, 312.000 ânes, 250.000 chevaux sont utilisés à des fins de traction et de transport en zone des savanes d'Afrique centrale.

La consommation moyenne de viande est d'environ 16,04kg/hab./an répartie de la manière suivante : bovin – 7,93; volaille – 3,41 ; porc – 1,41 ; caprin – 1,57 et ovin – 0,9.

En matière de pêche et d'aquaculture, l'analyse de la situation actuelle de la filière halieutique est difficile du fait de l'absence ou de l'imprécision des éléments statistiques (absence d'une évaluation des stocks). Toutefois, il ressort que : les produits halieutiques sont vendus principalement fumes, séchés, congelés, frais ou quelquefois vivants ; le commerce est informel dans tous les secteurs sauf dans la pêche industrielle maritime. Il y a des exportations faibles (3 615 t vers l'UE, 1 134 t à destination de la Chine et près de 30 000 t entre le Tchad et le Nigeria essentiellement). En outre, les conditions de débarquement et de mise en marché souffrent d'un manque d'organisation, d'infrastructure et cela, à tous les échelons des filières, au mépris du respect de l'environnement et des règles sanitaires et d'hygiène de base ;

EAC : Y aurait-il d'autres informations à l'intention de nos lecteurs ?

RNM : La CEBEVIRHA a effectivement commandité une étude sur « la mise en place d'un système d'information sur le commerce du bétail, de la viande et du poisson en Afrique Centrale » financée par la CEA/BSR-AC et menée par l'ISSEA sur le terrain.

Je voudrais, au nom du Directeur Général de la CEBEVIRHA, remercier du fond du cœur, la CEA/BSR-AC pour avoir financé cette étude que nous avons appelée de tous nos vœux. Là, la CEA a joué un rôle véritablement majeur, comme d'ailleurs elle en fait à d'autres organisations. Permettez moi aussi de louer les gros efforts déployés sur le terrain par l'ISSEA. Malgré son agenda chargé cette institution a montré toute son expertise en la matière au regard de l'étude de faisabilité produite.

Le marché au port du poisson de Limbe au Cameroun



RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2012

Le Rapport Economique sur l'Afrique 2012 fait de l'intégration économique des pays africains un atout majeur. Ce rapport se focalise essentiellement sur le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale. L'intégration continentale peut considérablement promouvoir la croissance et libérer le potentiel de développement des pays africains en allégeant les contraintes qui pèsent sur la croissance (comme les mauvais réseaux de transport) et en diminuant les coûts directs et indirects de l'activité économique. L'intégration des marchés morcelés de l'Afrique peut donc aider à attirer l'investissement nécessaire – tant de l'Afrique que du reste du monde – et à créer des économies compétitives et plus diversifiées. Il faut, pour ce faire, de meilleures liaisons entre les pays – allant des routes bitumées à la coopération bancaire – afin de stimuler mutuellement la croissance économique, ce qui à son tour devrait renforcer l'intégration des pays africains dans l'économie mondiale.

Changer de tactique : une modeste proposition en vue de l'intégration intra-africaine

Une approche nouvelle et pragmatique s'impose pour redynamiser l'intégration régionale en Afrique, promouvoir l'esprit d'entreprise, intensifier la compétitivité internationale des entreprises africaines et éliminer les contraintes qui pèsent sur l'offre. Une ambitieuse intégration des marchés sur le modèle de l'Union européenne n'est réalisable que dans beaucoup d'années. L'initiative la plus récente de l'UA dans ce domaine, le Programme Minimum d'Intégration (PMI), est un premier pas important. Ce Programme tente de définir des secteurs et sous-secteurs prioritaires qui produiraient des avantages immédiats pour les pays coopérants au sein des CER.

Éliminer les contraintes qui pèsent sur l'offre et les faibles capacités de production

Le Plan d'action pour stimuler le commerce intra-africain est une approche pragmatique et ciblée pour la solution des problèmes indissociables de l'infrastructure, de concert avec des mesures radicales visant à améliorer le climat des affaires. En particulier, les gouvernements doivent réaliser des investissements publics importants dans l'infrastructure « non matérielle » comme « matérielle », investir dans la formation de capital humain, apporter le crédit et maintenir un environnement

macroéconomique orienté vers la croissance, le tout dans un cadre budgétaire soutenable. Ces mesures tendant à éliminer les contraintes qui pèsent sur l'offre, doivent être consolidées par des efforts tendant à réduire les contraintes qui pèsent sur la demande, par exemple par la formation de conseils de promotion commerciale, de systèmes sous-régionaux de crédit et d'assurances et de banques sous-régionales (afin de financer la production et le commerce), ainsi que par la mise au point d'un cadre commun pour le financement de l'infrastructure régionale.

Se saisir des possibilités croissantes en matière de commerce et de services

Au cours des dix prochaines années, les marchés nationaux et africains des biens de consommation et des services représenteront des parts toujours croissantes des possibilités de commerce et d'investissement de l'Afrique. À mesure que les pays s'urbanisent, une classe moyenne se forme et la demande de biens de consommation de base et de services augmentera rapidement – impulsant le développement économique – sans que la capacité ne croisse pour suivre cette demande. Le commerce continental de services ne se libéralise que lentement, en empêchant les fournisseurs de services d'exploiter

“ L'amélioration du principal réseau routier intra-africain pourrait à elle seule provoquer une expansion d'environ 250 milliards de dollars au cours d'une période de 15 ans pour un investissement de 32 milliards de dollars, notamment consacré à l'entretien. ”

les possibilités à l'échelle de l'Afrique. Aussi les gouvernements doivent-ils libéraliser ce commerce plus vite, puisque le progrès au plan national est une



Rapport économique sur l'Afrique 2012

Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale

Commission économique pour l'Afrique



condition préalable du progrès dans toute l'Afrique.

Réaliser l'intégration intra-africaine Lorsqu'elle est conçue et menée selon une

stratégie de développement plus vaste afin de promouvoir la diversification économique, la transformation structurelle et le développement technologique, l'intégration économique régionale pourrait renforcer la capacité de production des économies africaines, réaliser des économies d'échelle, améliorer la compétitivité et servir de tremplin pour faire de l'Afrique un pôle de croissance mondiale.

Comblent le déficit d'infrastructure

Une meilleure infrastructure matérielle est capitale pour l'accroissement du commerce intra-africain, en particulier pour les pays sans littoral ; ce qui permettrait de tirer le maximum possible du capital de production inutilisé. Selon une étude laquelle ?, l'amélioration du principal réseau routier intra-africain pourrait à elle seule provoquer une expansion d'environ 250 milliards de dollars au cours d'une période de 15 ans pour un investissement de 32 milliards de dollars, notamment consacré à l'entretien. Il ressort de la même étude que les pays africains sans littoral pourraient quintupler leur commerce (Tchad 507 %, Ouganda 741 % et Soudan 1 027 %) pour le même investissement.

Mettre en place un marché financier régional solide

La libéralisation du secteur financier est le premier pas vers la mise en place d'un réseau panafricain de services bancaires. Un tel réseau favorisera le commerce, mobilisera l'épargne et facilitera les paiements.

Renforcer la volonté politique pour un gain plus large

Malgré la mise au point d'accords généraux pour accélérer le processus de libéralisation et les

réformes institutionnelles afin de promouvoir le commerce intra-africain, très peu de progrès ont été accomplis dans l'application de ces accords. Pour ce faire, il faut la volonté politique d'aller au-delà des intérêts nationaux étriqués et de créer les conditions pour de plus grandes économies d'échelle qui profiteraient à tous les États au sein des CER, et en fin de compte à l'Afrique.

Réduire le déficit d'information

Une approche consisterait à mettre à contribution les connaissances et la capacité de recherche des universités, des établissements de recherche et des centres de réflexion du continent. Par ailleurs, les agents du secteur privé ont besoin d'informations à jour sur ce que les autres pays au sein des CER peuvent offrir pour remplacer les produits importés en provenance des pays développés. Il leur faut également les dernières informations concernant les règles et réglementations des pays partenaires, les produits en cours de mise au point, les droits de douane et les possibilités de cofinancement. La mise en place d'une plate-forme sous-régionale d'information commerciale, calquée sur le Réseau d'information commerciale du COMESA améliorerait la communication directe entre les agents du secteur privé au sein des CER.

Renforcer l'entreprenariat

Les gouvernements et les donateurs/partenaires reconnaissent bien la nécessité de renforcer la capacité de l'État, en admettant une égale nécessité de renforcer la capacité du secteur privé national. La création d'entreprises dans de nombreux secteurs en Afrique est limitée par l'absence de vastes réseaux d'entreprises en concurrence, ce qui limite encore la capacité des investisseurs nationaux de croître et de prospérer. Nombre de pays africains manquent de la capacité institutionnelle de fournir les services d'appui nécessaires aux producteurs et aux exportateurs, ce qui indique aussi combien le continent est désavantagé sur le plan de la compétitivité par rapport aux autres régions en développement. Le sous-développement de l'État a contribué à celui du secteur privé. La simple rédaction d'une politique nationale de la concurrence ne rend pas automatiquement le secteur privé compétitif.

Des nouveaux visages à la CEA/BSR-AC

Wilondja Claude Kapilukwa – Chargé d’Administration et de Finance



M. Kapilukwa, qui est de nationalité congolaise, a pris ses fonctions comme Chargé d’Administration et des Finances à la CEA/BSR-AC en Septembre 2012 après dix ans de service à la Mission de l’ONU pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO). Il a commencé sa carrière à la MONUSCO comme Assistant Financier en 2002 avant d’être nommé Chargé des Finances en 2007. Mais avant cette aventure, il a travaillé comme Chef Comptable dans une usine de transformation du bois à Kisangani. Il est titulaire d’une licence en comptabilité à l’Institut Supérieur de Commerce de Kisangani en RDC. Claude est marié et père de 4 enfants.

Zhiyuan Qian – Associate Economic Affairs Officer

Mr. Zhiyuan Qian, a Chinese national, joined ECA/SRO-CA in August 2012 after 12 years of work at the Beijing Talent Service Center, the largest labor consulting organization in China, first as labor market analyst, then as technical department manager. Holder of a Bachelor of Economics degree from the University of International Business and Economics in China as well as several certificates in computer programming, his areas of expertise include: labor economics, wage analysis, welfare economics, statistics and econometrics, information systems, labor laws and regulations and development economics. At the time of his recruitment into ECA, he was studying part-time for a Master’s degree in theoretical economics at Tsinghua University. He is married and says he looks forward to an enjoyable and rewarding first time in Africa.

